

# \* Manifeste de *Combate*

(publié le 21 juin 1974 et modifié<sup>1</sup> le 13 septembre 1974)

## **Quel est le combat des travailleurs, quel est celui des exploités ?**

Avant le coup d'État du 25 avril 1974, pendant le coup d'État et depuis lors, il y a toujours eu deux grands domaines de lutte.

La lutte des travailleurs portugais et des peuples opprimés et exploités des colonies représente l'un de ces grands champs d'action, qui n'a pas pour objectif d'adapter l'appareil d'État de la bourgeoisie aux problèmes politiques et économiques qui surgissent parmi les exploités, mais qui veut mettre fin à l'exploitation elle-même.

Toutes les classes et couches exploitées ont ressenti un besoin urgent de remodeler les institutions gouvernementales et le système de gouvernement lui-même, pour trois raisons fondamentales :

– La situation intenable de la bourgeoisie portugaise dans les colonies, l'incapacité de vaincre militairement les peuples coloniaux ont intensifié l'urgence impérieuse pour la bourgeoisie de modifier sa politique et l'ont conduit à chercher, avec la paix militaire, des solutions politiques et économiques néocoloniales.

– Les multiples grèves et luttes des travailleurs portugais ont montré à la bourgeoisie que l'appareil répressif du *marcelismo* était déjà complètement inadéquat pour contenir et réprimer ces grèves. La bourgeoisie a voulu instaurer la «liberté de faire grève» tout en plaçant généralement des éléments réactionnaires, hostiles à cette pratique de lutte, à la tête de l'appareil syndical.

– Les classes et couches exploitées avaient besoin également d'adapter l'appareil étatique pour résoudre les graves problèmes économiques qui s'étaient accumulés sans que l'administration de Marcelo Caetano ne leur apporte de solution. L'inflation, la nécessité d'accroître le développement industriel, les relations avec le Marché commun et l'émigration imposaient une réorganisation rapide et à grande échelle des institutions gouvernementales.

D'un côté, les travailleurs luttèrent activement pour la résolution de leurs problèmes ; ils exigeaient une amélioration immédiate de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail ; et ils élargissaient la lutte contre l'exploitation capitaliste. De l'autre côté, les exploités voulaient résoudre leur problème principal, c'est-à-dire instaurer les conditions adéquates pour exploiter davantage les travailleurs coloniaux et portugais.

## **Le coup d'État du 25 avril 1974 a été mené et guidé par les exploités pour défendre leurs intérêts.**

Un grand problème préoccupait la bourgeoisie portugaise et a conduit au 25 avril : comment maintenir l'exploitation capitaliste et l'adapter aux nouvelles conditions ? C'est pourquoi les masses ouvrières n'ont pas eu et n'auraient pu jouer un rôle actif quelconque dans le coup d'État du 25 avril 1974 : ce coup n'était pas destiné à mettre fin à l'exploitation mais à la perpétuer.

Le coup d'État du 25 avril a été conçu par les hautes sphères des classes dirigeantes, en étroite relation avec les groupes financiers ; en pratique, il a été exécuté par des capitaines et des commandants provenant de la moyenne bourgeoisie, ou liés à celle-ci, et canalisés politiquement par des généraux de la Junte, dont certains sont liés à la grande finance et d'autres sont même leurs représentants directs.

Dans leur lutte contre l'exploitation capitaliste, les travailleurs créent habituellement des formes révolutionnaires d'organisation qui intègrent activement toutes les masses laborieuses en lutte. Le 25 avril 1974 ne s'est pas appuyé sur les organisations de lutte de la classe ouvrière ; il s'est, au contraire, efforcé de les soustraire à toute implication dans le coup d'État. À l'exception des attaques contre le siège de la PIDE et de la libération des prisonniers de Caxias, de Peniche et du bâtiment de la PIDE à Porto, qui résultaient d'actions rapides menées par les masses populaires, dans tous les autres cas, les travailleurs n'ont jamais eu le moindre contrôle ni la moindre interférence dans le déroulement du coup d'État.

En résumé : le 25 avril n'a pas reposé sur des formes organisationnelles apparues dans la lutte des travailleurs, mais plutôt sur les officiers de l'armée, au sein d'une organisation bourgeoise, rigidement

---

<sup>1</sup> Le 13 septembre 1974, dans le numéro 6 de *Combate*, le deuxième point du *Manifeste* fut considérablement amplifié et un dixième point ajouté, modifications placées ici à la suite de ce texte (NdT).

constituée, qui n'a rien à voir avec notre combat. Et il ne pouvait en être autrement, parce que le coup d'Etat du 25 avril ne fait pas partie de la lutte des ouvriers contre le capitalisme, mais plutôt des tentatives des capitalistes pour continuer l'exploitation des travailleurs dans de nouvelles conditions.

### **Pourquoi certains courants politiques veulent-ils nous faire croire, aujourd'hui, que les travailleurs auraient joué un rôle déterminant le 25 avril 1974 ?**

Le caractère exclusivement militaire du coup d'Etat n'a été un mystère pour personne le 25 avril et les jours suivants. C'est seulement plus tard que ces courants politiques ont commencé à affirmer que le 25 avril n'avait pas été un coup d'Etat militaire, mais une action au cours de laquelle les masses ouvrières auraient joué un rôle prépondérant.

Si certains secteurs politiques pensent aujourd'hui que les travailleurs ont oublié ce qui s'est passé il y a un mois et demi et, s'ils tentent de nous persuader que nous aurions été activement impliqués dans le coup d'Etat du 25 avril, c'est parce qu'ils veulent que nous approuvions les décisions prises par le gouvernement actuel, et souhaitent ainsi saboter ouvertement le développement de la lutte des prolétaires.

Les plus francs sont les généraux de la Junte (Spinola, dans son discours devant le Conseil d'Etat, ou Galvão de Melo à la télévision, par exemple, ou Salgueiro Maia, l'un des plus importants dirigeants du MFA, dans plusieurs interviews) qui revendiquent pour l'armée l'exclusivité de la planification et de l'accomplissement matériel du coup d'Etat. Une telle franchise n'est pas suscitée par leur amour de la vérité, mais uniquement par leur volonté de se présenter comme les seuls auteurs du coup d'Etat du 25 avril et donc comme des «libérateurs». Or c'est faux, ils n'ont pas tenu ce rôle. La libération des masses ouvrières, seuls les travailleurs l'accompliront, pas les capitaines ni les généraux d'une Junte quelconque. Par contre, il est vrai qu'ils sont les organisateurs du 25 avril. Il faut rendre à César ce qui appartient à César, mais la classe ouvrière et les masses laborieuses n'ont nul besoin de cette gloire mais de gloires bien différentes.

### **L'émancipation des travailleurs ne se fera que par la lutte des travailleurs eux-mêmes.**

La lutte contre l'exploitation capitaliste, qui se déroulait le 24 avril 1974, ne s'est pas arrêtée le 25 et a continué le 26. Le coup d'Etat du 25 avril n'a pu mettre fin à la lutte contre l'exploitation parce qu'il ne cherchait nullement à liquider cette exploitation. Une grande partie des grèves qui ont éclaté après le 25 avril étaient déjà préparées avant la date du coup d'Etat militaire ; la lutte des travailleurs s'est donc développée, et se développe, dans un univers complètement différent de ce coup d'Etat. Le terrain sur lequel tout notre combat doit s'effectuer est celui de la lutte contre l'exploitation.

Comme il ne découle pas d'une action des travailleurs, mais d'un coup d'Etat militaire, et ne repose pas sur l'organisation autonome des masses laborieuses, mais sur la hiérarchie rigide des forces armées, le gouvernement issu du 25 avril 1974 ne pourra jamais contribuer à la libération des prolétaires ; il est incapable d'instituer des formes économiques et sociales communistes et de stimuler la lutte pour une société sans classes. On ne trouve pas la moindre trace de l'organisation autonome des travailleurs dans la Junte de salut national, le gouvernement civil provisoire ou le MFA. Notre lutte ne pourra jamais se développer dans une des institutions du nouveau régime.

Le 25 avril 1974 a instauré la liberté d'organiser des partis et la liberté d'expression – ou plutôt, la liberté d'une certaine expression. Mais, en même temps, les courants politiques les plus variés nous répètent sur tous les tons que le prolétariat et tous les travailleurs en général gagnent peu d'argent, mais doivent produire beaucoup plus. Ils prétendent admettre le droit de grève, mais, en même temps et à plusieurs voix, ils lancent une violente campagne contre les grèves. Bref, ils affirment que la démocratie parlementaire est prioritaire et qu'elle doit passer avant l'augmentation des salaires et une certaine réorganisation du travail.

Mais les travailleurs ne se nourrissent pas de démocratie et ne travaillent pas au Parlement. Nos intérêts immédiats consistent à augmenter les salaires et à modifier l'organisation du travail dans les usines. Ce ne sont pas nos intérêts futurs, mais nos intérêts **les plus immédiats**. Nos intérêts futurs ne se résument pas à l'augmentation des salaires, ils supposent de mettre fin au travail salarié et à l'exploitation capitaliste ; ils ne se réduisent pas non plus à la réorganisation des usines existantes ; ils impliquent le développement de nouveaux rapports sociaux de production, l'établissement d'une société communiste.

Notre lutte, dans les nouvelles conditions où la bourgeoisie s'est organisée après le 25 avril, suppose

de développer le combat contre la bourgeoisie que nous menions avant le coup d'Etat militaire. C'est seulement là, dans la lutte contre l'exploitation – et non dans les nouvelles institutions du gouvernement bourgeois – que notre combat doit et peut se développer.

### **Les masses laborieuses développent maintenant au Portugal une lutte générale à l'échelle de tout le pays.**

Toutes les classes qui s'intéressent activement au maintien du capitalisme jouissent d'une ample liberté d'expression et d'action dans les institutions du gouvernement actuel. Tous les exploités sont exclus de ces institutions. La frontière est donc très claire.

La lutte de la classe ouvrière et des autres travailleurs (qui depuis 1962 explosait seulement dans des combats isolés) se développe désormais au niveau national dans le cadre d'une vaste lutte globale, de plus en plus intense, où les luttes particulières établissent de plus en plus de liens entre elles, participant à la constitution d'un processus unique. Du point de vue des intérêts des travailleurs, telle est la caractéristique principale de la situation actuelle. La lutte des travailleurs au Portugal ne se réduit plus à une succession de combats particuliers interrompus par un reflux plus ou moins long ; elle se développe maintenant dans le cadre d'un combat général où toutes les luttes particulières ont tendance à entretenir des liens de plus en plus étroits.

### **Quel est le but de ce journal et du travail qui lui est lié ?**

La fonction révolutionnaire qu'assumera ce journal et le reste du travail qui s'y rattache dépendront du développement de la lutte générale des travailleurs au niveau national.

*Combate* se propose d'être un agent actif dans la liaison entre les différentes luttes particulières. Nous les ferons connaître, en mettant l'accent notamment sur les expériences organisationnelles qui en résultent afin d'accélérer ainsi le développement de la lutte des travailleurs vers un combat global. Toute l'élaboration du journal et tout l'approfondissement des positions assumées ici résulteront de ces luttes et du développement de la lutte générale. Ce journal est le premier des axes de notre travail.

En liaison étroite avec le journal, nous favoriserons l'organisation de réunions de masse entre les travailleurs, les soldats et les marins, mais aussi entre les travailleurs, les soldats et les marins engagés dans des luttes particulières. Cette tâche difficile exige non seulement la création de très nombreuses conditions matérielles favorables, mais aussi la solidarité contre la répression de la bourgeoisie. Mais notre lutte ne se développera pas et ne se généralisera pas sans la tenue de réunions de masse entre les travailleurs qui ont différentes expériences spécifiques de lutte. Tel est le deuxième axe de notre travail.

### **Quelles sont les positions pratiques qui révèlent une attitude révolutionnaire dans la lutte de classe qui se déroule au Portugal aujourd'hui ?**

Tout notre travail prend pour unique point de référence les positions pratiques assumées dans la lutte des travailleurs. Notre seul but est de contribuer à l'unification des différentes luttes particulières dans un combat global des masses ouvrières et des autres travailleurs. Nous ne sommes pas un parti, et nous ne cherchons pas non plus à en former un sur la base du travail lié à ce journal. Les éléments ou les groupes appartenant à un parti, ou à aucun parti, peuvent collaborer avec nous tant qu'ils développent, dans la lutte des travailleurs, des positions pratiques révolutionnaires.

L'analyse du combat des prolétaires à l'heure actuelle et de leur expérience nous apprennent qu'une position révolutionnaire dans la lutte des classes au Portugal se détermine actuellement de façon minimale selon les 8 points pratiques suivants:

#### **1°) *Contre la position réactionnaire, selon laquelle l'objectif de notre combat serait de soutenir le gouvernement actuel de la bourgeoisie, les masses travailleuses développent leur propre lutte autonome.***

Différents courants politiques essaient de saboter le développement de la lutte des ouvriers et de tous les travailleurs sous prétexte qu'elle pourrait effrayer quelques généraux, capitaines ou ministres. Mais cette position revient à désarmer les travailleurs et à les livrer à l'ennemi, pieds et poings liés, en attendant l'indulgence de la bourgeoisie ! Les prolétaires ne demandent pas à personne de les libérer. Seule la lutte des exploités peut servir leurs intérêts, et notre seule position est toujours de renforcer sans cesse davantage notre lutte autonome. Au Chili ou dans n'importe quel autre pays, la contre-révolution a toujours triomphé lorsque la lutte des travailleurs ne s'est pas suffisamment étendue et approfondie,

jamais parce qu'elle était allée trop loin. L'unique obstacle à la réaction, que ce soit celle de l'ancien régime ou du gouvernement actuel, est le développement de la lutte ouvrière autonome.

**2°) La lutte anticoloniale doit se développer sous la forme d'une solidarité active et militante entre les exploités au Portugal et en Afrique.**

Les travailleurs portugais veulent l'indépendance immédiate et inconditionnelle de toutes les colonies. Mais nous n'ignorons pas que l'indépendance ne résoudra pas, d'elle-même, le problème de l'exploitation des prolétaires africains. Nous rejetons tous les points de vue néo-colonialistes qui guident l'action de la Junte de salut national et du gouvernement provisoire civil. Plus grave encore est la continuation de l'exploitation néocoloniale menée par les grands impérialismes mondiaux. Mais nous n'oublions pas l'existence des exploités africains, qui voient, dans l'indépendance politique des colonies, une possibilité d'exploiter un peu plus les travailleurs en Afrique. Par conséquent, le soutien des prolétaires portugais à l'indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies passe par le soutien actif et militant aux exploités africains dans leur lutte contre toutes les formes d'exploitation et contre tous les exploités. Ce combat est fondé sur la lutte contre le racisme, notamment le racisme visant les peuples des colonies et les travailleurs africains émigrés au Portugal. Pour que la lutte anticoloniale se transforme en une solidarité étroite entre les exploités, il faut qu'elle rejoigne les combats des travailleurs dans la production, les usines et les campagnes, et soit aussi liée à la lutte dans les casernes. La lutte anticoloniale menée sur la base des combats dans les lieux de production est l'axe de développement révolutionnaire de l'anticolonialisme.

**3°) La lutte des travailleurs doit se développer, dès le départ, sur la base de l'unité de production et ne peut être déléguée à des représentants syndicaux.**

Les travailleurs ne luttent pas par l'intermédiaire de délégués – ils se battent eux-mêmes. C'est dans l'action collective pratique des prolétaires lors de leurs combats pour des revendications économiques ou pour la réorganisation du travail, que se créent des formes d'organisation de masse qui constituent la base du développement de la révolution communiste. Seule notre lutte pratique constitue le processus de la révolution sociale. Donc, ceux qui veulent éloigner les travailleurs de la lutte pratique, qui considèrent que les discussions avec les patrons doivent être confiées à une bureaucratie syndicale spécialisée dans les contrats de travail, ces gens-là veulent saper la base même de la révolution sociale.

**4°) Dans les circonstances actuelles, nous devons profiter de la lutte pour l'élection des délégués syndicaux, tout en combattant fermement les bureaucraties qui dominent les directions de la majorité des syndicats et l'Intersyndicale.**

Les bureaucraties syndicales isolées des masses ouvrières veulent, dans tous les cas, convaincre les travailleurs de ne pas combattre pratiquement, de continuer à produire en respectant les structures capitalistes, pendant que messieurs les délégués syndicaux, dûment payés par les travailleurs, essayent de parvenir à des accords et des conciliations lors de leurs négociations secrètes avec le patronat. Nous devons combattre les bureaucraties syndicales, qui tentent toujours de saboter la lutte pratique des masses laborieuses. Elles savent qu'elles seront balayées et perdront leur raison d'être si ces luttes pratiques se développent. Nous devons néanmoins participer à l'élection des délégués syndicaux, parce que, à ce niveau, l'appareil syndical est encore directement lié aux masses ouvrières et qu'il peut donc, dans de nombreux cas, s'intégrer à la lutte des masses et la dynamiser.

**5°) Nous devons lutter pour un salaire minimum à l'échelle nationale, dont le montant corresponde aux besoins des travailleurs, pour la diminution du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail et de logement.**

La réduction du temps de travail fait partie de la lutte revendicative qui vise à améliorer nos conditions de vie et à réduire les profits du patron. Mais cette réduction du temps de travail n'est pas seulement une mesure visant à protéger la santé des travailleurs et à se défendre de façon immédiate contre l'augmentation de l'exploitation. L'augmentation du temps libre disponible est également une condition importante pour accroître la participation active des larges masses exploitées à la discussion des formes de lutte et de tous les problèmes généraux qui nous préoccupent, si nous voulons organiser des réunions de discussion sur cette base. Ce travail d'organisation du temps libre doit être relié aux luttes sur les lieux de travail et dans les zones d'habitation. Le combat pour la réduction du temps de

travail, à cette fin, doit contribuer à créer des conditions favorables au développement ultérieur de la lutte des travailleurs contre l'exploitation.

Le gouvernement provisoire a instauré un salaire minimum qui exclut une grande partie de la population active – nous devons lutter contre cette situation. De plus, ce salaire minimum est beaucoup trop bas pour les besoins des prolétaires. Les représentants du gouvernement déclarent tous en chœur que des salaires plus élevés nuiraient à l'économie nationale. Mais de quelle économie s'agit-il ? De l'économie capitaliste ? Si ce sont les patrons qui défendent la poursuite de leurs profits, nous comprenons parfaitement pourquoi leurs représentants rejettent l'idée d'un salaire minimum plus élevé. Mais pourquoi certains affirment-ils être les amis des travailleurs alors que, dans la pratique, ils s'opposent à l'augmentation du salaire minimum et défendent les profits du patron ?! Ils prétendent qu'une augmentation importante des salaires conduirait à la banqueroute des PME et à la concentration du capital, phénomène inséparable de l'économie capitaliste. Ce n'est pas aux travailleurs de payer, avec la sueur de leur travail et la misère de leurs familles, les profits qui permettent aux petits et moyens patrons de subsister. Les prolétaires ne se battent pas seulement contre certains patrons mais contre tous, contre l'exploitation capitaliste elle-même. Si la défense de l'économie nationale n'entraîne pas des hausses salariales importantes, la solution n'est pas de restreindre le salaire des travailleurs, mais de changer le système économique. Si le capitalisme lui-même déclare, par la voix de tous ses agents et serviteurs, qu'il ne peut augmenter suffisamment les salaires, il est donc incapable de répondre aux besoins minimums de la classe ouvrière, et nous avons intérêt à développer notre lutte pour abattre le capitalisme.

#### **6°). Nous devons développer l'épuration des fascistes et la réorganisation partielle des entreprises en luttant pour le contrôle et la gestion de tout le processus économique.**

Le gouvernement actuel tente de canaliser la colère des travailleurs contre la tyrannie capitaliste ; il veut que notre révolte se limite à remplacer les administrateurs les plus compromis avec le fascisme par d'autres moins compromis, ou par des bourgeois libéraux ou sociaux-démocrates. En outre, le nouveau gouvernement souhaite tirer profit des capacités extraordinaires des prolétaires à organiser le travail, en les laissant procéder à des changements partiels ; le *marcelismo* n'a pas réussi à ajuster suffisamment rapidement les structures administratives et gestionnaires aux nouveaux besoins du capitalisme. Face à ce retard, les capitalistes cherchent maintenant à canaliser les capacités d'organisation des classes travailleuses sans remettre en cause les principes capitalistes fondamentaux de la hiérarchie et de la division du travail organisée par les non-travailleurs. Mais il faut que nous développions plus largement l'épuration des fascistes et la réorganisation partielle des entreprises. L'objectif des travailleurs n'est pas de remplacer des patrons antipathiques par des patrons sympathiques, mais de supprimer le patronat. Nous ne voulons pas aider le capitalisme à réorganiser partiellement les entreprises, mais établir de nouveaux rapports sociaux dans le travail – des rapports sociaux communistes.

Nous devons commencer, dès aujourd'hui, à remettre en cause non seulement certains patrons mais tous les patrons ; pas seulement certains aspects spécifiques des systèmes d'organisation capitalistes, mais toute l'organisation capitaliste du travail. Nous n'avons nul besoin de ceux qui organisent la division du travail pour effectuer nos tâches, nous n'avons besoin de personne pour concevoir et diriger notre travail. Les travailleurs, qui produisent tout, doivent organiser toute la production.

#### **7°). La lutte des exploités dans les campagnes est l'un des axes fondamentaux de la lutte des masses travailleuses.**

A de rares exceptions près, la presse quotidienne contrôlée par la bourgeoisie passe complètement sous silence les luttes du prolétariat agricole.

Il est absolument nécessaire d'unir la lutte des travailleurs des villes avec celle des exploités dans les campagnes. Les luttes des paysans exploités posent des problèmes différents, selon qu'il s'agisse de régions où prédomine la grande ou la petite propriété, selon les types de culture, en fonction du pourcentage de salariés agricoles qui possèdent eux-mêmes de petits lopins de terre et en fonction de la proportion de petits agriculteurs. C'est en entretenant une relation étroite avec les luttes paysannes et en développant ces liens dans toutes les régions du pays que nous pourrions définir les points de démarcation essentiels à propos de la question agraire.

#### **8°) L'armée et le militarisme sont des armes de la bourgeoisie qu'il faut éliminer dans la lutte**

## **pour l'armement général des travailleurs.**

Les enfants du peuple, les soldats et les marins sont séparés des masses travailleuses, et enfermés dans des casernes où la bourgeoisie les soumet à des hiérarchies rigides et à une discipline dégradante. Elle prétend ainsi conditionner leur esprit pour qu'ils dirigent leurs armes contre leurs frères de classe, les prolétaires de n'importe quel pays. C'est pourquoi les travailleurs ont fondamentalement intérêt à détruire les structures militaires et à combattre le militarisme. Nous n'avons nullement besoin de déléguer notre défense à des tiers – nous pouvons nous armer et nous défendre nous-mêmes. En ce moment, se déroulent diverses luttes de marins et de soldats contre la discipline, le militarisme et l'encasernement. Nous devons développer au maximum toutes ces luttes, et favoriser les contacts puis les réunions de masse entre les soldats et les marins en lutte et les travailleurs qui se battent dans les campagnes et dans les villes. Si les combats des soldats et des marins s'unissent étroitement aux luttes des travailleurs, les fondements mêmes de l'existence d'une armée réactionnaire séparée de la population seront remis en question.

### **9°. Les ouvriers n'ont pas de patrie. Toute la lutte ouvrière doit être internationaliste.**

En développant l'économie capitaliste, la bourgeoisie a resserré les liens entre tous les pôles de concentration du capital. Elle a fusionné les entreprises à l'échelle multinationale et multicontinentale, détruit les anciennes nations et rendu obsolètes les frontières nationales. Mais cette même bourgeoisie, pour diviser les prolétaires, diffuse parmi nous une idéologie nationaliste et raciste. Les travailleurs ne peuvent se contenter d'attaquer le racisme en se livrant à des déclarations sentimentales. Ce n'est pas avec des mots, mais avec des faits, que l'internationalisme se développe. Ainsi, nous devons fusionner de plus en plus les luttes des exploités portugais avec celles des exploités du monde entier, et les fusionner au niveau des mouvements de masse eux-mêmes. Ce journal s'ouvrira donc aux luttes des travailleurs dans d'autres parties du monde, en développant les conditions nécessaires à l'expansion d'un véritable combat internationaliste et antinationaliste des travailleurs.

Tels sont, en ce moment et dans ce pays, les points pratiques de démarcation qui distinguent la position révolutionnaire des travailleurs au sein de la vaste lutte des classes. Le développement de nos combats et l'unification des luttes particulières vers des luttes globales produiront de nouveaux points de démarcation pratique et permettront d'approfondir les points existants. Ainsi, dans leur propre évolution politique, les masses ouvrières et tous les travailleurs produisent les conditions matérielles et idéologiques du communisme.

Développer la lutte autonome des travailleurs et unifier les luttes particulières en direction d'un vaste combat global, telles sont les tâches principales des travailleurs et de tous les révolutionnaires.

# \* Ajouts et modifications

## du *Manifeste*

(éditorial du 13 septembre 1974)

Le développement de la lutte des classes au Portugal et dans les colonies après le 25 avril 1974 et le travail mené dans les cinq premiers numéros du journal *Combate* nous obligent aujourd'hui à amender notre plateforme initiale en 9 points (présentée dans le *Manifeste* publié dans le premier numéro de notre journal) et à y ajouter un point qui deviendra le dixième : «*La lutte pratiquée développée par les travailleurs arrive, dans son processus (spontané), à des formes antagoniques avec le mode de production capitaliste*». La situation nous amène également à approfondir le deuxième point de ce *Manifeste* : «*La lutte anticoloniale doit se développer sous la forme d'une solidarité active et militante entre les exploités portugais et africains*».

### **I – La lutte pratique développée par les travailleurs arrive, dans son processus (spontané), à des formes antagoniques avec le mode de production capitaliste.**

Directement soumis à l'exploitation capitaliste, les travailleurs répondent spontanément à cette exploitation en avançant des revendications économiques (augmentations de salaires, amélioration des conditions de travail, etc.) qui, en elles-mêmes, remettent en cause le mode de production capitaliste. Mais les formes d'organisation développées pour atteindre de tels objectifs initiaux entrent en opposition frontale avec l'organisation du travail sous le capitalisme et avec les formes générales des rapports sociaux, c'est-à-dire les relations mutuelles entre les travailleurs dans les pratiques communes de lutte.

C'est ainsi que, même de façon temporaire, les prolétaires réussissent à imposer, par la lutte, dans chaque entreprise, de nouvelles formes d'organisation du travail : en abolissant les hiérarchies, en mettant fin à la séparation entre les producteurs et le processus de travail. Ces formes n'arrivent pas à s'imposer durablement sous le mode de production capitaliste et avec la base technologique de son processus de production, mais elles sont la base matérielle de la prise de conscience de nouveaux rapports de production, des rapports de production communiste, par tous les travailleurs impliqués dans la lutte. En d'autres termes, grâce au développement de leur pratique de lutte revendicative, les prolétaires entrent en confrontation avec les rapports sociaux de production et prennent conscience, partiellement ou totalement, de cet antagonisme.

Mais le communisme ne peut se construire en additionnant simplement des expériences limitées, usine après usine. La défaite du capitalisme doit passer par la destruction de son centre névralgique, l'Etat, les relations entre tous les capitalistes, l'appareil de répression, etc. Cependant, on n'arrive pas non plus au communisme sans avoir fait ces expériences de base sur le terrain des luttes.

Prétendre que l'on pourrait arriver à de nouveaux rapports de production seulement parce que quelques travailleurs (les politiques), qui seraient les seuls à connaître la ligne juste à suivre par tous les prolétaires, arrivent à mobiliser les masses laborieuses pour renverser de façon violente le type d'Etat existant, c'est perpétuer l'existence des classes.

On ne peut parvenir à des rapports de production communistes que si les masses travailleuses ont déjà acquis une conscience de ces rapports eux-mêmes, à travers leur pratique de lutte. Dans le cas contraire, il apparaîtra une nouvelle société de classe, dans laquelle les élites politiques, séparées du contrôle des travailleurs, se transformeront en nouveaux exploités ; et les masses laborieuses, en simples exécutants des plans sortis de la tête des «politiques», et les prolétaires seront de nouveau exploités.

Tous ceux qui, en développant une activité partidariaire, pensent que la pratique des travailleurs dans la lutte révolutionnaire est secondaire ainsi que les nouvelles formes sociales et de travail qu'ils créent spontanément dans cette pratique, tous ces gens-là ne pourront jamais travailler avec nous, dans ce journal, car ils n'arriveront jamais à comprendre la portée de cette publication et le travail qu'elle se propose de développer.

### **II – La lutte anticoloniale doit se développer sous la forme d'une solidarité active et militante entre exploités portugais et africains.**

1) Après s'être efforcé de suivre la voie néocoloniale en Guinée, notamment sous le régime de

Marcelo Caetano, et avoir tenté, après le coup d'Etat du 25 avril 1974, de poursuivre en Angola et au Mozambique une politique néocoloniale, la grande finance portugaise qui place ses espoirs et ses aspirations entre les mains du général Spínola, a accompli un virage important : elle a fait savoir, par la voix du président de la République, qu'elle était disposée à accepter une indépendance rapide pour les colonies.

Le discours du président de la République, le 27 juillet 1974, a été salué par tous les courants politiques gouvernementaux comme une action capitale, entièrement favorable aux travailleurs des colonies.

Ces individus qui poursuivent au Portugal une politique anti-grèves et veulent nous arracher ainsi notre arme de lutte la plus importante, ce sont les mêmes qui proclament partout que les mesures annoncées par le président de la République seraient entièrement favorables aux travailleurs des colonies.

Ces généraux qui ont dirigé la guerre coloniale durant treize années ; ces officiers supérieurs qui, après le 25 avril, ont cherché à maintenir ouvertement la domination néocoloniale au moyen d'une fédération ultramarine ; ces mêmes individus prétendent aujourd'hui que les nouvelles mesures présidentielles seraient entièrement favorables aux travailleurs des colonies !

Ces gros capitalistes, les Mello et les Champalimad, qui investissent massivement en Angola ou au Mozambique, ou dans des activités liées à ces territoires ; ces grands bourgeois qui donnent carte blanche au président de la République ; ce sont les mêmes qui défendent publiquement les nouvelles mesures, dans les médias, et se déclarent entièrement favorables aux travailleurs des colonies.

Nous devons absolument nous méfier d'une «générosité» aussi soudaine.

Qu'est-ce qui a amené la grande bourgeoisie portugaise avec son chœur réformiste à inverser sa tactique sur la question coloniale ?

Ce n'est pas seulement le fait que les travailleurs des colonies soient opposés à toute forme de fédération néocoloniale. Quand les capitalistes changent de tactique, c'est parce qu'ils possèdent une autre voie de salut. S'ils n'ont pas d'autre tactique possible, alors ils luttent désespérément, jusqu'à la fin, pour l'unique tactique qui leur reste. Ce n'est pas le cas maintenant. La tactique de la grande bourgeoisie portugaise a changé avant qu'elle puisse être matériellement obligée à abandonner le chemin de la fédération néocoloniale. Et c'est de cette «générosité» qu'il faut se méfier.

Si la grande bourgeoisie portugaise a changé de ligne, c'est parce que d'autres changements, dans d'autres secteurs, lui ont facilité la manœuvre.

2) Au cours des derniers mois, en Angola et au Mozambique, on a observé l'apparition d'une lutte ouvrière sans précédent. La vaste vague de grèves au Mozambique et en Angola, les grèves et spécialement la grande lutte dans les bidonvilles de Luanda ont montré que le mouvement des masses travailleuses africaines a atteint un nouveau stade. Il a adopté une forme de lutte différente assumée jusqu'à maintenant par la lutte anticoloniale et a brusquement débordé les cadres traditionnels des différents mouvements de libération.

D'un autre côté, les petits et moyens colons, pour qui la voie néocoloniale n'est pas la solution et qui, sur ce plan, s'opposent résolument à la grande finance, ont commencé – et continuent – à s'armer secrètement et en masse. Ils sont passés à des attentats et au terrorisme, et ont développé une violence raciste féroce.

Cela traduit plusieurs évolutions :

Après le 25 avril 1974, les deux principaux interlocuteurs en Angola et au Mozambique étaient la grande finance néocoloniale et les mouvements de libération nationale. Le développement de la lutte des classes, avec les grandes grèves du Mozambique et l'imposante lutte urbaine de Luanda, a laissé face à face les travailleurs africains, conduits par le prolétariat, et les colons les plus racistes et rétrogrades.

Ainsi, la situation n'a pas changé seulement pour la Junte de salut national et pour sa politique néocolonialiste. Elle s'est modifiée aussi pour les mouvements de libération. Aucun des mouvements de libération en Angola et au Mozambique n'a pris jusqu'ici une position clairement anticapitaliste ; aucun ne prétend construire le communisme ; aucun n'a attribué à la classe ouvrière le rôle dirigeant dans la lutte. Ce n'est pas seulement le plan néocolonial d'une fédération ultramarine qui s'est vu dépassé, à droite, par les petits et les moyens colons. Ce sont aussi les mouvements de libération qui se sont vus dépassés, à gauche, par les masses ouvrières dont le combat autonome se transformait en une lutte anticapitaliste.

Quelle solution s'offrirait alors à la grande finance portugaise, d'un côté, et aux mouvements de libération nationale, de l'autre ?

Le grand capital portugais peut se passer de la fédération ultramarine pour conserver ses positions en Angola et en Mozambique. Depuis le début des années 60, les grands groupes monopolistes portugais s'associent aux grands groupes étrangers sous le couvert desquels ils poursuivront leurs investissements en Afrique.

D'un autre côté, les bourgeoisies nationales africaines et les cadres administratifs et techniques africains, qui aspirent à l'indépendance pour développer leur pouvoir de classe, sont les principales forces qui orientent les mouvements de libération dans un sens nationaliste limité, ce qui empêche la transformation de la lutte anticolonialiste en une lutte anticapitaliste.

Cela signifie que les grands groupes monopolistes portugais ne s'intéressent plus à l'idée d'une fédération ultramarine car ils ne peuvent plus contenir le militantisme des petits et moyens colons blancs. Dominées par les bourgeoisies nationales et les cadres administratifs et techniques africains, les directions des mouvements de libération ne souhaitent pas que le processus actuel passe d'une lutte contre le colonialisme portugais à une lutte anticapitaliste.

Une indépendance rapide est donc apparue aux deux camps comme la meilleure des solutions :

- aux grands monopoles portugais, parce qu'ils comptent maintenir leurs investissements, sous le couvert des grandes entreprises américaines, allemandes ou japonaises ;
- aux bourgeoisies nationales et aux cadres administratifs et techniques africains parce qu'ils pensent qu'ils pourront, avec l'indépendance, bloquer le processus de la lutte ouvrière autonome et anticapitaliste.

3) Alors, l'indépendance a-t-elle été une défaite ? Contrairement à toutes les forces politiques existantes, *Combate* défendrait-il l'idée que l'indépendance a constitué une défaite pour les travailleurs ? Non.

Mais nous ne pensons pas non plus qu'il s'agisse d'une victoire pour les travailleurs africains.

**En elle-même, «l'indépendance» ne suffit pas pour définir ce qui intéresse les travailleurs africains.**

Cette indépendance sera une défaite si elle se limite à un transfert du pouvoir politique d'une grande bourgeoisie colonialiste à une bourgeoisie nationale africaine. Si le groupe dominant change, mais que les exploités restent des spectateurs passifs.

Mais l'indépendance sera une victoire si les prolétaires africains et leur avant-garde ouvrière ne se laissent pas tromper ; s'ils empêchent que l'on procède à un simple transfert de pouvoir ; s'ils prennent eux-mêmes en mains le pouvoir de décider de leur propre destin. Quels que soient les titres qu'ils arborent, aucun ne pourra se présenter comme un «représentant des travailleurs». Seuls les travailleurs peuvent décider qui sont leurs représentants ; et ceux-ci doivent être contrôlables et révocables par les prolétaires à tout moment, dès qu'ils ne sont plus satisfaits d'eux.

Seule la continuation ou l'écrasement de la lutte du prolétariat africain nous dira s'il s'agit d'une victoire ou d'une défaite.

En tant que travailleurs, nous avons l'obligation de soutenir résolument la transformation de la lutte anticoloniale en lutte anticapitaliste, conduite par le prolétariat africain.

C'est là, dans la lutte autonome, des masses travailleuses, qu'auront lieu nos grandes victoires. Ce n'est pas dans les «discours historiques» que prononcent les généraux de la Junte.